

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 25 juin au 1^{er} juillet 2016

Rappel, la semaine dernière : Brexit ; Loi Travail ; TSER ; Magnanville ; NDDL ; primaire à gauche ...

Le flux de courrier reste très bas cette semaine.

Brexit : en forte baisse

Les réactions sont en forte diminution avec 46 messages contre 172 la semaine dernière.

- Une dizaine de Français, dont quelques élus, demandent de saisir « *l'occasion* » pour relancer l'Europe et quelques uns (souvent concernés) pour renforcer la place de Strasbourg (Parlement ; candidature au nouveau siège de l'Agence européenne du médicament de Londres) ou le rôle du français devant suppléer l'anglais dans les institutions ;
- Une dizaine de courriers se partagent entre souverainisme de divers degrés et critiques d'une UE « *technocratique et peu démocratique* » ou libérale. La demande d'un referendum pour un « Frexit » reste néanmoins rare ;
- Une dizaine de citoyens britanniques expriment leur désarroi, dont quelques résidents en France demandant à être rassurés ;
- 4 courriers demandent une « *sortie douloureuse* » de la GB pour éviter la contagion ;
- 3 expatriés Français s'inquiètent des conséquences quant à leur statut ;
- 3 militent pour un second référendum en GB

Le reste des courriers est éclaté en réflexions diverses et propositions.

Loi Travail / Recours au 49-3 : modéré

Totalisant près d'une trentaine de commentaires, le nouveau recours au 49-3 a entraîné un regain d'intérêt des Français sur la loi Travail.

Si un tiers des messages se concentre sur le fond du projet de loi en le qualifiant de « *texte de droite ne profitant pas à l'électorat* » du Chef de l'Etat, les deux tiers accusent l'utilisation « *abusive* » de l'article 49-3 : « *le forcing n'est jamais la bonne solution* ». Deux détracteurs sur trois se présentent comme des sympathisants socialistes « *désabusés* » et « *trahis* ».

Malgré cette vive déception, quelques électeurs espèrent encore « *un retournement de situation* », condition sine qua non à une réélection : « *elle dépend de ce moment, vous voulez qu'on se souvienne de votre lutte contre le chômage mais on retiendra le 49-3* ».

A l'inverse, certains assurent ne plus avoir « *la moindre confiance* » en François Hollande et promettent de voter pour « *la vraie gauche* » en 2017. Seul un correspondant soutient le « *passage en force* » de cette loi « *indispensable à l'économie du pays* ».

Décès de Michel Rocard : faible

L'annonce du décès de Michel Rocard a entraîné une quinzaine de messages de condoléance adressés à « *la famille de M. Rocard et sa famille socialiste* ».

L'hommage est unanime de la part des correspondants qui témoignent de leur « *grande émotion* » et déplorent qu'une « *grande figure du PS et de la Ve République s'en est allée* ». Trois critiques de gauche estiment que le PR « *n'est pas digne de faire l'éloge de cet homme de conviction* », car son quinquennat est à leurs yeux « *un affront à l'immense héritage politique* » de M. Rocard. Enfin un couple de sympathisants a tenu à féliciter le PR pour son discours lors de la cérémonie aux Invalides : « *Merci pour la clarté et la pertinence de vos propos, nous étions très touchés* ».

Bataille de la Somme : faible

La célébration du centenaire de la bataille de la Somme a été commentée à 10 reprises. 6 saluent la présence du Chef de l'Etat aux commémorations qui « *redonne fierté et honneur à tous les Français* ». Une semaine après le

Brexit, cette présence aux côtés de la famille royale britannique et du Premier ministre démissionnaire David Cameron est vue comme une « *initiative diplomatique* », gage d'une « *amitié entre nos peuples* ». Un spectateur regrette « *l'absence de représentant allemand* » qui aurait pu être « *un symbole fort* ». Enfin 3 personnes dont deux se présentent comme de gauche font part de leur regret suite à « *l'interdiction* » de la chanson de Craonne et dénoncent « *un manque de courage* ».

Conditions de détention de Salah Abdeslam : faible mais virulent

Les propos du député Thierry Solère sur les conditions de détention de Salah Abdeslam ont suscité 8 réactions. 6 contribuables se disent « *outrés* » que le terroriste puisse « *bénéficier de conditions de détention exceptionnelle financées avec nos impôts* ». 2 personnes ont tenu à souligner le « *paradoxe* » entre la situation de Salah Abdeslam et celle de Djamel, une des victimes des attentats du 13 novembre, désormais « *cloué sur une chaise roulante par ces salauds* » et qui avait entamé une grève de la faim suite au refus de la MDPH de la Seine-Saint-Denis de lui délivrer sa carte d'invalidité : « *la France est un pays où l'on peut tuer plus d'une centaine de personnes et continuer à faire du sport tandis que les victimes ne reçoivent aucun soutien de la part de l'État. J'ai honte !* ».

Moyens pour les forces de l'ordre - Magnanville : faible

8 Français ont interpellé le Président. La moitié d'entre eux, inquiets de l'épuisement des forces de l'ordre en raison de « *la longueur de l'état d'urgence* » demandent au PR un « *geste significatif* » pour aider les forces de l'ordre « *à faire face efficacement à la menace terroriste* ».

Le recrutement de fonctionnaires de Police leur apparaît comme étant « *une priorité absolue* ». Une association de policiers municipaux réclame quant à elle que le Gouvernement « *prenne le relai des maires défaillants* » et rende « *l'armement obligatoire* » au sein de leur profession, justifiant leur requête en expliquant que leurs uniformes font d'eux « *des cibles potentielles* » : « *les policiers municipaux ne sont certes pas fonctionnaires de l'Etat mais ils sont tout autant exposés que leurs collègues aux risques sur la voie publique ainsi qu'aux abords des lieux sensibles* ».

Réintégration d'Agnès Saal : faible mais virulent

Unaniment critiques, 6 personnes sont revenues sur la réintégration de l'ancienne directrice de l'INA dans la fonction publique. Ces Français se disent « *révoltés* » et « *agacés de cette impunité* », dénonçant une « *République et une justice à deux vitesses* »

Constatant « *la multiplication des affaires* » dans lesquelles des politiques ou des hauts fonctionnaires sont impliqués, ils généralisent leurs propos estimant que « *les puissants se croient au-dessus des lois* » : « *Il y a des règles pour nous les sans-dents et vous, dans votre entre soi, que dalle* ». Deux sympathisants s'inquiètent de l'image renvoyée par ce genre « *d'arrangements, de copinages* » et rappellent au Chef de l'Etat qu'il avait « *promis une République irréprochable* » : « *ce genre d'affaire contribue à polluer l'image des politiques et donc de la vôtre et n'incitera pas les gens de gauche à aller voter pour vous* ».

Projet de taxe d'équipement régional : faible, en baisse

6 contribuables ont réagi à l'annonce d'une probable inclusion dans la prochaine loi de Finances de la taxe spéciale d'équipement régional : « *encore une nouvelle taxe, le Président est un menteur* ».

Consultation Notre Dame des Landes : faible, stable

Une association de protection de l'environnement a interpellé le Président afin de contester le résultat du referendum et trois personnes ont donné leur avis sur le projet. Rappelant au Chef de l'Etat les engagements pris lors de la COP21, deux personnes lui demandent de renoncer à ce projet « *incohérent* » (« *de grâce ne commencez pas les travaux, cette zone remarquable doit être protégée* ») alors qu'une autre s'impatiente de voir la ZAD démantelée : « *ce mouvement n'a plus lieu d'exister* ».